

Implantation de l'entreprise Alcon dans le canton

Question

La possible implantation du groupe Alcon dans notre canton fait l'objet de controverses dont les médias révèlent, depuis plusieurs semaines, les pénibles aléas. Entre volontés de développer l'emploi dans notre région et préoccupations légitimes en faveur de l'environnement (recours de l'ATE), il ressort que le projet d'implantation est durablement bloqué.

Ce blocage rappelle indéniablement l'échec que notre canton a connu, il y a quelques années, avec le projet d'implantation de l'entreprise Amgen dans le Vully.

Nous posons donc les questions suivantes :

1. Dans son plan de relance face à la crise, le Conseil d'Etat souligne à maintes reprises la nécessité de préserver et développer l'emploi dans notre canton, notamment en sachant attirer sur notre territoire de nouvelles entreprises au fort potentiel technologique. Dans « l'affaire Alcon », quelles sont les mesures que le Conseil d'Etat compte mettre en œuvre, à la fois pour remplir l'engagement volontaire qu'il affirme dans son plan de relance déjà cité et à la fois pour éviter le marasme déjà connu avec l'entreprise Amgen ?
2. Est-il possible au Conseil d'Etat (ou à la Promotion économique) de proposer ses services en qualité de médiateur pour qu'un consensus soit trouvé ?
3. Dans le même ordre d'idée et dans le cas où la proposition de médiation ne devrait pas être possible, le Conseil d'Etat pourrait-il intervenir activement et à cette fin d'une autre manière ? Si oui, comment compte-t-il communiquer les démarches entreprises ?

Le 21 décembre 2009

Réponse du Conseil d'Etat

Préliminairement, le Conseil d'Etat relève que le groupe Alcon, fondé en 1945 à Fort Worth Texas (Etats-Unis), est le leader mondial des produits en matière d'ophtalmologie. Propriété du groupe Nestlé jusqu'à fin 2009, la majorité des actions est passée en mains de la société Novartis au 1^{er} janvier de cette année.

Suite au travail entrepris par la Promotion économique du canton de Fribourg, la société Alcon s'est implantée en ville de Fribourg en janvier 2008, sous le nom de Alcon Pharmaceuticals Ltd. Forte de plus de 180 employés, la société assure la coordination des activités du groupe pour l'Europe, la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Répartie sur deux sites distincts, la société s'est mise à la recherche de nouveaux locaux devant permettre une extension des activités pour plus de 250 emplois. Il est très vite apparu que le seul immeuble qui remplissait les critères de taille et de délais de construction émis par l'entreprise était le projet « Agora », propriété des TPF, sur la Butte de la gare.

L'ensemble du projet « Agora » prévoit en effet quelque 13 000 m² de surface de bureaux dont environ 7000 m² pour Alcon. En conséquence, il était nécessaire de trouver des places de parc supplémentaires aux 200 places déjà disponibles sur le site. La mise à l'enquête d'une augmentation du nombre de places de parc a fait l'objet d'oppositions interjetées par l'Association Transports et Environnement (ATE) et Pro Vélo Fribourg.

Cela dit, le Conseil d'Etat est en mesure de répondre aux questions du député Ganiot de la manière suivante :

1. *Dans son plan de relance face à la crise, le Conseil d'Etat souligne à maintes reprises la nécessité de préserver et développer l'emploi dans notre canton, notamment en sachant attirer sur notre territoire de nouvelles entreprises au fort potentiel technologique. Dans « l'affaire Alcon », quelles sont les mesures que le Conseil d'Etat compte mettre en œuvre, à la fois pour remplir l'engagement volontaire qu'il affirme dans son plan de relance déjà cité et à la fois pour éviter le marasme déjà connu avec l'entreprise Amgen ?*

Dans le cadre du projet « Agora », diverses séances de conciliation ont été organisées entre les parties, sans qu'un accord sur la levée des oppositions ne puisse toutefois être trouvé. Conscient des enjeux, le Conseil d'Etat, par le biais de la Direction de l'économie et de l'emploi, ainsi que de la Direction de l'aménagement de l'environnement et des constructions, avec l'appui de la Promotion économique et du Service des bâtiments, ont pris l'initiative de s'entretenir avec les parties afin d'aplanir les divergences, puis de les réunir dans le but de trouver un accord.

Cette initiative a permis la signature d'une convention entre l'Etat de Fribourg, la Ville de Fribourg, les TPF, l'ATE et Pro Vélo Fribourg en date du 20 janvier 2010. Cette convention règle notamment la question de la levée des oppositions au projet « Agora », si bien que celui-ci pourra démarrer prochainement. L'entreprise devrait ainsi disposer de ses nouveaux locaux en 2011.

Par son intervention, le Conseil d'Etat a agi en conformité avec sa stratégie visant à accroître le nombre d'emplois dans le canton, laquelle a été réitérée à l'occasion de la mise sur pied du plan de relance.

2. *Est-il possible au Conseil d'Etat (ou à la Promotion économique) de proposer ses services en qualité de médiateur pour qu'un consensus soit trouvé ?*

Dans ce dossier, le Conseil d'Etat a effectivement agi en qualité de médiateur, avec le succès que l'on connaît.

3. *Dans le même ordre d'idée et dans le cas où la proposition de médiation ne devrait pas être possible, le Conseil d'Etat pourrait-il intervenir activement et à cette fin d'une autre manière ? Si oui, comment compte-t-il communiquer les démarches entreprises ?*

Compte tenu de l'issue heureuse de ce dossier, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

En conclusion, le Conseil d'Etat tient encore à relever qu'il est parfois obligé de participer, en compagnie des nouvelles entreprises, à une véritable course d'obstacles difficiles à franchir, pour réussir l'implantation de nouvelles sociétés sur son territoire.

Fribourg, le 9 février 2010